

<http://divergences.be/spip.php?article4125>



Liste arabe unie.....

- Aujourd'hui - 2025 - juin 2025 -

Date de mise en ligne : jeudi 29 mai 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [+972mag](#)



Qu'est-ce que la Liste arabe unie peut nous apprendre sur la construction du pouvoir politique palestinien ? 23 mai 2025

Dix ans après sa formation, cette expérience d'unité palestinienne à l'intérieur d'Israël – et son effondrement final – montre la nécessité d'alliances soigneusement cultivées.

Il y a dix ans, les quatre partis israéliens à majorité palestinienne ont réalisé une percée sans précédent en formant la Liste arabe unie – une alliance électorale historique qui visait à combler les fossés idéologiques et les rivalités interpersonnelles qui divisent la direction fragmentée de la communauté.

Bien que de courte durée, cette expérience a suscité un enthousiasme politique rare parmi les citoyens palestiniens d'Israël qui aspiraient depuis longtemps à l'unité et à l'influence. En l'espace de cinq ans, la Liste arabe unie est devenue le troisième plus grand parti d'Israël et le défi le plus important à la politique sioniste dominante.

L'influence de la Liste a atteint son apogée lors de la crise politique israélienne de 2019-2022, lorsque de multiples élections non concluantes ont laissé le pays dans l'impasse. Soudain, les législateurs palestiniens se sont retrouvés dans la position improbable de faiseurs de rois potentiels – leur soutien étant crucial pour former tout gouvernement qui pourrait remplacer le régime de Netanyahu.

Une décennie après les débuts prometteurs de la Liste arabe unie, la politique palestinienne en Israël s'est fracturée au point d'être méconnaissable. La direction unifiée de la Liste s'est scindée à nouveau en factions rivales, paralysée par des divisions idéologiques, des désaccords stratégiques et des rivalités personnelles – certaines de longue date et d'autres nouvelles. Cette désintégration a alimenté la désillusion des citoyens palestiniens à l'égard du système politique israélien et de son leadership inefficace, ce qui a entraîné une chute de la participation électorale et de la représentation parlementaire.

Et dans les rues, un climat de peur règne. Au milieu des horreurs qui se déroulent à Gaza, les citoyens palestiniens d'Israël regardent avec un silence démoralisé. Alors que certains ont résisté à la guerre, la plupart ont peur de s'élever contre elle, et sont tout aussi terrifiés à l'idée qu'elle puisse se propager au-delà de la Ligne verte.

Le long chemin vers l'unité

Pour les citoyens palestiniens d'Israël, la formation de la Liste arabe unie était attendue depuis longtemps. Pour la première fois depuis la création d'Israël en 1948, la communauté pouvait revendiquer une direction unifiée avec

l'autorité légitime de parler au nom de tous.

Au cours des premières années d'Israël, alors que les Palestiniens luttèrent pour se remettre du traumatisme de la Nakba, le régime militaire (1948-1966) a délibérément réprimé l'organisation politique. Le Parti communiste israélien (Maki) a finalement émergé comme la force politique dominante dans les années 1960-1970, mobilisant les électeurs palestiniens grâce à son cadre binational. Pourtant, bien que populaire, il ne représentait pas toute la diversité idéologique de la communauté.

À la fin des années 1980, des courants idéologiques naissants se sont exprimés pour la première fois, lorsque des réformes libérales en Israël ont permis la fondation de nouveaux partis palestiniens comme l'Assemblée nationale démocratique (Balad). Bien que fragmentés, les dirigeants palestiniens ont joui d'une influence sans précédent à cette époque, soutenant le gouvernement du Premier ministre Yitzhak Rabin de 1992 à 1995 – le plus libéral de l'histoire d'Israël – sans être officiellement inclus dans sa coalition au pouvoir.

À la suite de la Seconde Intifada, la direction palestinienne fragmentée a été poussée en marge de la politique israélienne, tandis que ses alliés naturels de la gauche juive ont progressivement rétréci jusqu'à l'insignifiance électorale. Pendant ce temps, un bloc de droite de plus en plus fort a resserré son emprise sur la Knesset, rendant les appels à l'unité politique palestinienne de plus en plus pressants.

Au début, les dirigeants palestiniens ont résisté à ces appels, alors même que l'apathie des électeurs grandissait et que la participation diminuait. Le tournant décisif a eu lieu en 2014, lorsque le politicien d'extrême droite Avigdor Lieberman, alors ministre des Affaires étrangères, a mis au point une réforme électorale cruciale. Sa proposition d'augmenter le seuil de la Knesset de 2 % à 3,25 % – conçue de manière transparente pour éliminer les petits partis palestiniens – a finalement contraint la direction fracturée à mettre de côté ses différences face à cette nouvelle menace existentielle et à former la Liste arabe unie.

Alors que les dirigeants de la Liste arabe unie considéraient leur alliance comme une réponse tactique aux nouvelles restrictions électorales d'Israël, sa création a déclenché une vague d'enthousiasme populaire sans précédent. La plupart ont reconnu que la Liste n'était pas une panacée – le fossé croissant entre les citoyens palestiniens et le courant dominant sioniste restait vaste. Pourtant, la campagne de 2015 a suscité un véritable espoir parmi les Palestiniens, d'autant plus que certains membres de la gauche juive israélienne envisageaient également la Liste comme des faiseurs de rois potentiels dans un gouvernement de centre-gauche post-Netanyahu.

La campagne électorale de la Liste a canalisé cette énergie. Les dirigeants sont apparus unis lors de conférences de presse conjointes et sur des panneaux d'affichage dans les villes palestiniennes d'Israël. Les résultats ont brisé les attentes : des membres de l'électorat, auparavant désengagés, ont affiché des produits de la Liste sur les réseaux sociaux, tandis que des efforts menés par des bénévoles pour inciter les Palestiniens à voter ont fait passer la participation palestinienne de 56 % (2013) à 63 %. Plus spectaculaire encore, la liste unifiée a gagné 13 sièges, soit deux de plus que les partis individuels avaient remporté séparément en 2013.

[<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH141/listeunie2-5e7ff.png>]

La crise de 2019-2022

Le succès initial de la Liste arabe unie a rapidement cédé la place à un dysfonctionnement interne, les représentants palestiniens n'ayant pas réussi à capitaliser sur l'élan de leur percée de 2015. Les affrontements idéologiques et les rivalités personnelles ont favorisé une atmosphère de suspicion mutuelle qui a aliéné leur base, culminant avec une scission temporaire en 2019. Les conséquences sont devenues évidentes lors des élections de cette année-là, lorsque la participation électorale des citoyens palestiniens a chuté en dessous de 50 % – un niveau historiquement

bas – et que les partis divisés n'ont remporté que 10 sièges combinés.

Pourtant, le chaos politique en Israël entre 2019 et 2022, marqué par cinq élections consécutives et un électorat divisé presque également entre les camps pro et anti-Netanyahou, a donné à la *Liste arabe unie* une seconde vie inattendue. Reconstitué avant le scrutin de septembre 2019, il a d'emblée retrouvé ses 13 sièges. Puis, en mars 2020, il a franchi une étape historique, en devenant le troisième plus grand parti d'Israël avec 15 sièges – le plus haut niveau jamais enregistré pour une représentation palestinienne. La participation a rebondi, tandis que le soutien aux partis sionistes parmi les électeurs palestiniens a chuté de 28 % à seulement 12 %.

De manière cruciale, la Liste a étendu sa portée au-delà de sa base palestinienne, faisant campagne dans les villes à majorité juive et formulant son message autour de la solidarité judéo-arabe. Cette campagne, bien que modeste, a doublé son soutien juif à environ 20 000 voix – une marge étroite mais décisive qui a assuré un siège supplémentaire. Pendant un bref instant, la *Liste* a prouvé qu'une voix palestinienne unifiée pouvait remodeler la politique israélienne. Mais sans une unité institutionnelle plus profonde, ces gains s'avéreraient éphémères.

La *Liste arabe unie* a tenté d'user de sa nouvelle influence pour forcer la main du centre-gauche juif. Leur calcul était clair : avec l'éviction de Netanyahu nécessitant leurs sièges, ils espéraient obtenir des concessions sur l'inclusion palestinienne. Mais cette stratégie a mal interprété la métamorphose politique d'Israël. Ce qui aurait pu être négociable à l'époque de Rabin est devenu impensable dans le climat politique des années 2020.

Face à la perspective d'inclure un bloc palestinien anti-occupation et non-sioniste dans la coalition, le centre-gauche israélien a préféré l'autodestruction. Ils ont choisi tour après tour des élections coûteuses et finalement l'oubli politique sur la légitimation des revendications politiques palestiniennes.

Alors que les critiques ont noté à juste titre que la stratégie de la *Liste arabe unie* se heurtait à des obstacles insurmontables dans le climat politique ethnonationaliste d'Israël – comme en témoigne le refus du centre-gauche de prendre en compte leurs demandes les plus modestes – cette focalisation étroite passe à côté des réalisations plus discrètes de la coalition. La liste s'est avérée étonnamment efficace pour unifier les directions civiques et populaires fragmentées de la communauté palestinienne. Sa création a donné une légitimité aux politiciens et aux militants associés, qui peuvent désormais prétendre de manière crédible parler au nom de l'ensemble de la communauté palestinienne.

De plus, l'impact de la *Liste arabe unie* s'est étendu au-delà de la politique parlementaire, remodelant la société civile palestinienne en Israël. À l'instar d'autres communautés marginalisées opérant dans les pays occidentaux néolibéraux, les citoyens palestiniens comptent sur un réseau d'ONG et d'organisations militantes qui fournissent des services essentiels – recherche politique, plaidoyer et mobilisation populaire. Mais bien que ces groupes aient toujours maintenu un certain niveau de coordination, leurs efforts ont été entravés par le fait qu'ils devaient se faire concurrence pour des ressources limitées.

Avant la création de la liste, chaque décision - quel membre de la Knesset inviter comme orateur, avec quelles organisations établir un partenariat - comportait le risque de s'aliéner des factions rivales ou de mettre en péril le financement. La liste commune a entièrement modifié ce calcul. En fournissant un cadre politique cohérent, elle a permis à la société civile de se concentrer sur son travail et de collaborer sans le fardeau constant des calculs partisans.

Nous ne devons pas minimiser les circonstances difficiles auxquelles la Liste commune a été confrontée, y compris son exclusion par des alliés politiques potentiels. Nous ne devons pas non plus négliger la façon dont Netanyahu et la droite israélienne ont incité, intimidé et coopté la Liste, contribuant ainsi à sa chute. Mais pour grandir et

reconstruire l'unité, les Palestiniens - et la gauche israélienne - doivent aussi apprendre des erreurs de la Liste.

L'expérience de la Liste commune a révélé à la fois la nécessité et la difficulté de construire des partenariats interethniques dans le paysage politique fracturé d'Israël. Si sa démarche auprès du centre sioniste s'est avérée vaine, elle a négligé les alliances potentielles avec ce qui restait de la gauche juive - en particulier le Meretz et le parti travailliste, dont les bases de plus en plus réduites comprenaient des membres ouverts à un partenariat égal avec les dirigeants palestiniens.

En tant que troisième parti de la Knesset, la Liste était bien placée pour insuffler une nouvelle vie à ce camp, peut-être même pour en assumer la direction. Ayman Odeh, leader de la Liste et président de sa faction socialiste, le *Front démocratique pour la paix et l'égalité* (connu sous l'acronyme hébreu *Hadash*), a fait des pas timides dans cette direction : il a accepté des invitations à s'exprimer dans des villes à majorité juive, a écrit des articles d'opinion pour des médias israéliens libéraux et a exposé sa vision d'un nouveau "camp démocratique" israélien opposé à la hiérarchie ethnique. Mais au-delà de ces gestes symboliques, peu a été fait pour exploiter et transformer l'élan électoral palestinien en un mouvement démocratique binational fondé sur la pleine égalité nationale et civique.

L'expérience de la Liste commune a montré que les vraies alliances politiques ne peuvent pas prospérer sans être soigneusement cultivées. Alors que les dirigeants de la Liste partageaient des objectifs fondamentaux, ils n'ont pas réussi à surmonter les barrières interpersonnelles et idéologiques. L'absence de mécanismes de résolution des conflits, de structures décisionnelles délibératives et d'accords codifiés de partage du pouvoir a rendu l'alliance vulnérable aux tensions idéologiques et personnelles qu'elle était censée transcender.

Plutôt que de considérer la *Liste* comme un cadre pour l'unité et la coopération palestiniennes, ses dirigeants l'ont considérée comme une simple solution technique pour contourner le seuil électoral élevé d'Israël. C'est peut-être là le défaut fatal de la *Liste*, qui a transformé ce qui aurait dû être une plate-forme de transformation en un arrangement fragile, constamment au bord de la désintégration. Les futures coalitions palestiniennes - que ce soit en Israël, dans les territoires occupés ou dans la diaspora - doivent tirer les leçons de cette expérience : l'unité réelle exige plus que des déclarations de solidarité et ne peut survivre sans la mise en place d'institutions fortes qui favoriseraient le consensus, la coordination et la coopération.

Un mouvement en attente

Le paysage politique israélien s'est fortement détérioré depuis l'effondrement de la *Liste commune* en 2022 et le déclenchement de la guerre à Gaza. Alors que l'attention mondiale se concentre à juste titre sur la dévastation de Gaza, les Palestiniens à l'intérieur d'Israël sont confrontés à une persécution croissante - intensification de la surveillance, arrestations, violences policières et répression de la dissidence - tandis que les alliés juifs sont pris pour cible et fragmentés.

Les tentatives visant à relancer la Liste commune ou à forger de nouvelles alliances "sous une grande tente" sont au point mort. Certains de ses anciens dirigeants ont proposé de diviser les quatre partis palestiniens majoritaires en deux blocs afin de franchir le seuil électoral, arguant que cela répondrait à la demande d'unité des électeurs. Mais les électeurs palestiniens, qui restent très diversifiés et toujours aussi désabusés par les querelles de leadership, ne se rallieront probablement pas à de tels arrangements "techniques" avec la même énergie qu'autrefois.

Les efforts récents de l'Assemblée démocratique nationale et d'autres partis pour unir les factions antisionistes, bien que louables, se heurtent aux mêmes vieilles divisions stratégiques, idéologiques et interpersonnelles - des fossés qui sont encore plus profonds parmi les dirigeants qu'à la base.

Pourtant, c'est précisément à la base que l'espoir demeure. Les citoyens palestiniens d'Israël, malgré la discrimination systémique, conservent un levier unique : l'accès aux institutions israéliennes, aux réseaux économiques et la capacité de perturber le statu quo. La peur et la colère paralysent actuellement la mobilisation, mais ces émotions pourraient être canalisées dans un mouvement puissant – un mouvement qui défie l'apartheid de l'intérieur tout en reliant les luttes à travers la Palestine historique et la diaspora.

Ce qu'il faut, c'est un leadership assez audacieux pour construire une unité substantielle – pas seulement des alliances électorales, mais une vision partagée qui relie les factions palestiniennes, la diaspora juive progressiste et la petite mais déterminée gauche juive anti-apartheid, sans compromettre les exigences fondamentales : la fin de l'occupation israélienne en Cisjordanie et à Gaza, le démantèlement de l'apartheid et l'égalité du fleuve à la mer.